

**Anne-Catherine Wagner**

Université de Paris 1, Centre de sociologie européenne (CSE-CESSP)

## **Le jeu de la mobilité et de l'autochtonie au sein des classes supérieures**

La mobilité géographique est-elle un privilège des élites ? La question peut sembler paradoxale. Les migrations et les grands déplacements de populations concernent bien plus massivement les classes populaires. Le vagabond, l'exilé sont des figures sociales de migrants aux antipodes de celles des classes supérieures. La mobilité en elle-même n'est pas propre aux classes dominantes. Ce qui les distingue en revanche, c'est la capacité à constituer leurs déplacements en ressources sociales, c'est-à-dire comme des moyens d'accumuler des formes spécifiques de capital culturel et social. La spécificité des classes supérieures ne tient pas tant dans leur plus grande mobilité géographique que dans un certain usage social de cette mobilité. C'est ce que montrent des recherches menées auprès des fractions les plus mobiles des classes supérieures, les hauts cadres des multinationales, les fonctionnaires internationaux ou les dirigeants dont la carrière s'inscrit dans une perspective internationale<sup>1</sup>.

L'examen du rapport aux déplacements de ces groupes sociaux conduit à mettre l'accent sur la sélectivité sociale des ressources de mobilité. Il invite aussi à remettre en cause l'opposition tranchée entre mobilité et autochtonie. La mobilité géographique des classes supérieures repose sur la construction d'un espace de circulation original, relativement fermé, qui permet des formes de reterritorialisation dans les différents espaces

traversés. En cela, la mobilité n'est pas incompatible avec certains modes d'enracinements locaux et avec l'accumulation de ressources d'autochtonie.

On se penchera d'abord sur les conditions socialement restrictives grâce auxquelles la mobilité est constituée en ressource sociale avant de montrer comment cet usage de la mobilité se combine avec l'accumulation de capitaux d'autochtonie spécifiques.

### **La mobilité comme ressource sociale**

A quelles conditions la mobilité peut-elle être constituée en capital ? La localisation participe à plusieurs titres de la définition des positions sociales. L'appartenance aux classes supérieures ne garantit pas la reconnaissance en tous lieux des ressources de notabilité accumulées dans un espace local et national délimité.

### *Mobilité et dépréciation des capitaux nationaux*

La situation des exilés politiques, contraints de quitter leur pays, illustre bien l'ancrage territorial des capitaux. Certains capitaux circulent mal. Les positions dominantes dans la sphère politique, en particulier, liées à la structure du pouvoir dans le pays d'origine, ne peuvent pas toujours se reconvertir à l'étranger, surtout quand l'exil résulte d'un changement de régime. La migration peut s'accompagner d'une fragilisation du statut social, quand se déprécient les capitaux économiques, sociaux et symboliques (notamment le prestige attaché au nom) accumulés dans le pays d'origine. Le statut d'exilé est ainsi porteur d'anonymat. Les garanties d'honorabilité liées à l'ancienneté dans la classe dominante, assurées sur place par le travail de plusieurs générations, perdent de leur valeur à l'étranger.

---

<sup>1</sup> Cet article reprend les résultats d'une enquête, démarrée dans les années 1990 et réactualisée en 2005, qui porte sur les dirigeants et hauts cadres d'entreprises dont la carrière s'inscrit dans une perspective internationale. Cf. Wagner Anne-Catherine, *Les nouvelles élites de la mondialisation. Une immigration dorée en France*, Paris, PUF (coll. Sciences sociales et société), 1998 et *Les classes sociales dans la mondialisation*. Paris, La Découverte (coll. Repères), 2007.

Cette dévalorisation symbolique produit des effets sur les positions sociales et professionnelles. L'insertion dans les réseaux locaux de notabilité est un élément central du capital professionnel des commerçants ou des professions libérales. Les déménagements imposent de recommencer un long travail de représentation sociale pour reconstituer la réputation et les réseaux de clientèle. Les immigrants des classes moyennes ou supérieures connaissent ainsi souvent précarité et déclassement professionnel, liés à l'exigence d'une expérience de travail sur place, à la sous-évaluation des diplômes étrangers ou à diverses formes de discriminations<sup>1</sup>.

### *Bouger en restant chez soi*

Les obstacles à la circulation de certains types de capitaux donnent à voir *a contrario* les conditions qui permettent la reconnaissance à l'étranger du statut social. Ainsi, les déracinements sont réduits pour les cadres et dirigeants économiques qui circulent au sein des mêmes grandes entreprises multinationales. L'inscription spatiale de ces migrants dessine un espace particulier, intégré et continu au-delà des frontières. Cet espace est celui des affaires. D'un pays à l'autre, le manager retrouve le même bureau, les mêmes ordinateurs, la même façon de travailler, le même langage et le même univers de travail. Les aéroports, les quartiers d'affaires, les zones d'activités internationales délimitent un véritable « territoire circulatoire », relativement isolé des espaces urbains traversés<sup>2</sup>. La morphologie des quartiers d'affaires internationaux illustre bien cette intégration. La présence des mêmes chaînes hôtelières ou boutiques de luxe, la similarité du

mobilier urbain, l'architecture moderniste des quartiers d'affaires forment un environnement dont l'aspect est très ressemblant dans la plupart des grands centres économiques et qui permet aux hommes d'affaires d'être extrêmement mobiles sans jamais quitter leurs repères familiaux.

Cet espace transnational est le substrat matériel d'un groupe social spécifique. Maurice Halbwachs<sup>3</sup> montre comment la stabilité de l'espace est une des conditions de la permanence de la mémoire collective, parce que l'immobilisme apparent de l'espace, qui donne au groupe « l'image apaisante de sa continuité », lui permet de « retrouver le passé dans le présent ». La continuité des quartiers d'affaires remplit en partie cette fonction pour les cadres internationaux, chaque quartier d'affaires évoquant la mémoire de lieux de travail identiques dans d'autres villes.

En dehors de l'espace professionnel, tout un réseau d'infrastructures, de commerces, de librairies, de restaurants, d'églises, de clubs et d'écoles internationales est destiné aux familles expatriées dans les différents lieux de résidence. Ces institutions dessinent un espace transnational qui permet aux migrants de haut niveau social de retrouver rapidement leurs marques à l'étranger. Le regroupement spatial des étrangers des classes supérieures définit ainsi des quartiers protégés, le plus souvent aux alentours des ambassades ou des écoles internationales, où les marques de la présence d'étrangers « de luxe » semblent omniprésentes.

L'immigration entraîne le plus souvent une série de ruptures avec les conditions antérieures d'existence ; la perte des repères spatiaux est aussi une perte de repères sociaux, symboliques ou affectifs. Or, on peut définir un espace de mobilité, propre aux classes supérieures, où toutes ces ruptures sont grandement euphémisées. Les frontières sont comme rendues moins présentes pour les étrangers de haut niveau social.

Dans l'aristocratie ou la haute bourgeoisie, cette continuité de l'espace traversé est particulièrement accentuée. Le cosmopolitisme

<sup>1</sup> Pour une analyse des mécanismes de déclassements des Algériens diplômés exilés, cf. Hachimi Alaoui Myriam, *Les chemins de l'exil. Les Algériens exilés en France et au Canada depuis les années 1990*, Paris, L'Harmattan, 2007.

<sup>2</sup> Tarrus Alain, *Les nouveaux cosmopolitismes*, La Tour d'Aigues, Ed de l'Aube, 2000. Cf. pour un exemple de formes d'usages « transnationaux » des quartiers d'affaires Beaverstock Jonathan V., « Transnational Elites in the City : British Highly Skilled Inter-Company Transferees in New York City's Financial District », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 31, n°2, march 2005, pp. 245-268.

<sup>3</sup> Halbwachs Maurice, *La mémoire collective*, Paris, PUF, 1950.

est un des traits de la sociabilité aristocratique. Les grandes manifestations mondaines, sur le modèle par exemple du bal des Débutantes, des grands prix hippiques, ou encore de pratiques comme la chasse à courre, le polo, le yachting, prennent presque toujours une dimension internationale. Certains clubs réservés aux membres des bonnes familles, comme le Cercle de l'Union Interalliée ou le Traveller's Club, ont pour vocation la gestion d'un réseau de relations sociales cosmopolites. L'Union Interalliée a été fondée en 1917 par le Comte de Beaumont pour « accueillir les personnalités étrangères de passage à Paris et les mettre en contact avec les milieux qu'il leur importe de connaître ». L'admission y est régie par le principe de cooptation : tout nouveau membre doit être parrainé par deux membres de l'Association, ce qui garantit l'homogénéité sociale du recrutement au-delà de la diversité des nationalités représentées. Le club est affilié avec 125 clubs dans 30 pays différents. Les membres en voyage peuvent ainsi se rendre dans les endroits privés les plus sélects du monde entier où ils sont assurés de retrouver leur petite société dans le confort et la discrétion<sup>1</sup>.

La notoriété ne passe pas les frontières aussi facilement que le capital économique. Ces cercles très sélectifs ont une fonction clé au sein des hautes classes. Ils permettent d'être introduit, sur le mode de la présentation bourgeoise qui garantit la valeur sociale de la personne recommandée, dans la meilleure société des différents pays. Ils assurent ainsi la circulation internationale du prestige et de la considération sociale, c'est-à-dire du statut.

Il est ainsi possible de parcourir de grandes distances tout en restant « chez soi » et entre soi, grâce à la présence de ces lieux d'interconnaissance et d'interreconnaissance où les familles de la bourgeoisie retrouvent un univers social familier. Les classes dominantes organisent leur vie et leur carrière à l'échelle internationale, mais dans un espace social homogène, au sein d'un petit nombre de lieux privatisés, qui fonctionnent comme des lieux réservés.

### *Des dispositions à la mobilité*

La mobilité des classes supérieures repose sur l'existence d'un espace de circulation protégé qui limite les effets de déclassement et de déracinement. Cette capacité à se déplacer tout en restant chez soi est aussi rendue possible par la construction de systèmes de dispositions spécifiques. L'examen des pratiques éducatives des familles des classes supérieures expatriées met bien en évidence la pluralité des dimensions associées à la mobilité. La mobilité n'est distinctive que parce qu'elle se situe dans un ensemble plus vaste de dispositifs de socialisation internationale, produisant des modes de savoir faire et de savoir être socialement discriminants.

La transmission d'un capital de mobilité ne va pas de soi. Le travail de formation semble au contraire particulièrement délicat, et fait l'objet d'une attention constante des éducateurs. Il s'agit d'apprendre à l'enfant que les changements de pays de résidence, les fréquents voyages et déplacements sont « normaux », au sens durkheimien : la mobilité est normale car générale dans son groupe d'appartenance ; elle est aussi désirable et associée à des valeurs éthiques.

Ces formations passent par la familiarisation précoce avec la diversité des pays et des nationalités. Dans les classes supérieures, les voyages sont constitutifs d'un mode de distinction sociale en valorisant les ressources culturelles internationales comme la connaissance des langues, l'ouverture sur les autres cultures, la propension à la mobilité. A ce titre, ils occupent une place importante dans les pratiques éducatives<sup>2</sup>. La familiarisation précoce avec les pays étrangers, l'habitude de fréquenter des personnes de nationalités différentes confèrent un rapport fait de naturel et d'aisance aux déplacements qui distingue les héritiers de la culture internationale des autodidactes ou même des « bons élèves » dont l'expérience de l'étranger est plus tardive.

Les écoles internationales ou bilingues, destinées à accueillir les enfants de familles expatriées, sont des lieux privilégiés pour

<sup>1</sup> Pinçon Michel, Pinçon-Charlot Monique, *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte (coll. Repères), 2000, pp. 74-77.

<sup>2</sup> Wagner Anne-Catherine, « La place du voyage dans la formation des élites », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 170, déc. 2007, pp. 58-65.

observer ces dispositifs pédagogiques. Y sont en effet explicitées les normes de comportement qu'il faut transmettre aux enfants mobiles. Les écoles sont le lieu d'une intense circulation : les élèves viennent de tous les pays, l'année scolaire est rythmée par les départs et les arrivées des familles. La diversité des trajectoires géographiques, les échanges réguliers avec l'étranger forment les enfants à considérer que leur espace de référence intellectuel et affectif ne se limite pas aux frontières nationales.

Ces apprentissages ne vont pas de soi. On ne peut se contenter de postuler l'intériorisation mécanique des modèles de comportement qui définissent la culture de la mobilité des classes supérieures. Les enfances itinérantes passent par des phases délicates. Ainsi, plusieurs familles soulignent le caractère douloureux des perpétuelles séparations qui sont le lot des amitiés internationales. Ces éducations ont aussi leurs « ratés ». Une littérature abondante essentiellement américaine, émanant de pédagogues, psychologues, consultants spécialisés dans les questions interculturelles, recense depuis les années 1970 les problèmes que peuvent rencontrer les enfants d'expatriés, désignés comme « Global Nomads » ou « Third Culture Kids »<sup>1</sup>. Une association américaine, Global Nomads International, représente depuis 1986 les anciens enfants d'expatriés ou les familles mobiles dont les enfants sont élevés dans plusieurs pays successifs. Elle organise des groupes de rencontres et des échanges autour des enfances itinérantes, présentées comme des sources d'enrichissements personnels, mais qui peuvent aussi provoquer des brisures affectives, des souffrances, voire des difficultés d'attachement.

C'est par rapport à ces risques que se mettent en place les normes éducatives destinées à permettre la réussite des socialisations à la mobilité. Les enfants doivent apprendre à

ne pas s'investir excessivement dans une relation affective qui risque d'être de courte durée. Il faut savoir garder ses distances dans les relations amicales, ne pas nouer des amitiés trop exclusives dans un milieu où les séparations sont fréquentes. Comme le remarquait une mère d'élève néerlandaise interrogée au lycée international de Saint-Germain-en-Laye : « (Les enfants) ont à la fois beaucoup d'amis, et pas d'amis de cœur. On ne peut pas tout miser sur une relation avec quelqu'un qui part dans six mois. Je crois qu'ils le comprennent vite, c'est net ». Mais il faut aussi apprendre à entretenir et à conserver ses relations malgré les séparations géographiques. Un travail systématique des éducateurs (parents et enseignants) est organisé autour de cet apprentissage de la sociabilité. Les enfants sont invités à garder des contacts avec leurs camarades partis à l'étranger, à ne pas « rompre les ponts » en dépit des séparations physiques. Ce sens de la sociabilité « à distance » est un élément important des apprentissages internationaux. Les enfants mobiles sont ainsi célébrés pour leur capacité à faire « des ponts » entre les différentes cultures et leurs représentants<sup>2</sup>.

Ces éducations construisent un sens particulier des relations sociales, central pour la gestion ultérieure d'un capital social international. Pour reprendre la terminologie de Mark Granovetter<sup>3</sup>, les enfants sont invités à limiter les liens « forts » et à privilégier des liens « faibles » (à la fois en intensité émotionnelle et en quantité de temps requis). Le soin porté à ces apprentissages révèle bien la dimension socialement constituée et la sélectivité sociale de la propension à entretenir et mobiliser des liens « faibles » au détriment des liens « forts », ceux de la proximité immédiate, qui suscitent plus d'investissements affectifs, mobilisent plus de temps et ont aussi moins d'utilité sociale.

L'habitude précoce des voyages et des séjours à l'étranger favorise indéniablement la

<sup>1</sup> Cf. Pollock Dave, Van Reken Ruth, *Third Culture Kids : Growing up among Worlds*, Yarmouth, Main, Intercultural Press, 1999 ; Fail Helen & alii., « Belonging, Identity and Third Culture Kids – Life histories of Former International Schools Students », *Journal of Research in international Education*, n°3, december 2004, pp. 319-338.

<sup>2</sup> Zilber Ettie, « Mobility in metaphor : colourful descriptions of Third Culture Kids », *International School Journal*, XXIII, n°2, avril 2004, pp. 17-21.

<sup>3</sup> Granovetter Mark. « La force des liens faibles », *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie*, Paris, Desclée de Brouwer (coll. Sociologie économique), 2000 (pour la traduction française) [1973].

mobilité ultérieure. Le langage du déterminisme biologique est régulièrement employé pour expliquer la prégnance des traditions familiales d'ouverture sur l'étranger. « J'ai le sang expatrié » ; « On a ça dans les veines dans la famille » plaisantent certains expatriés rencontrés. La longue familiarité avec les voyages permet une véritable incorporation de ces propriétés sociales.

On peut ainsi définir un habitus cosmopolite, qui pousse à considérer la mobilité, les interactions avec les étrangers, les déménagements comme s'inscrivant dans la continuité de l'identité et des aspirations sociales. Ces dispositions conditionnent l'accumulation de capital social : on se constitue d'autant plus aisément un réseau international qu'on a une propension à la mobilité et, en retour, la dispersion géographique des amis et relations contribue à conserver et accroître ces dispositions culturelles. Ces ressources produisent leurs effets sur les dimensions cognitives du rapport à l'étranger. Dans certaines fractions des classes supérieures, on n'est jamais étranger à ce qui se passe dans d'autres pays : l'étranger fait partie de l'environnement social et culturel le plus familier.

### *Mobilisation des ressources de mobilité*

La capacité socialement construite à envisager sa vie sociale et professionnelle à l'échelle internationale est source de profits de plusieurs ordres. La mobilité élargit l'éventail géographique des choix d'études supérieures puis les options professionnelles. L'insertion dans des cercles relationnels internationaux et la possibilité de gérer son évolution professionnelle en profitant des opportunités à l'échelle mondiale sont des ressources qui voient leur valeur s'accroître avec l'internationalisation des échanges économiques, politiques et culturels. L'expérience de la mobilité est dotée d'une légitimité croissante dans l'espace de la formation des élites. Les périodes d'études à l'étranger, l'insertion dans des réseaux d'échanges et d'interreconnaissance internationaux, la mise en place de programmes ou de diplômes bi ou plurinationaux, l'internationalisation du corps professoral ou des programmes d'études concernent désormais

aussi les écoles les plus consacrées scolairement<sup>1</sup>. D'après les enquêtes réalisées annuellement par la Conférence des Grandes Ecoles sur l'insertion professionnelle des diplômés un ou deux ans après leur sortie de l'école, la part de ceux dont l'emploi est à l'étranger est en augmentation constante, passant de 10% en 2000 à 15,3% en 2009 (19,5% des diplômés d'écoles de management, 13,3% des ingénieurs commencent leur carrière à l'étranger ; le taux s'élève à 30% pour les diplômés des dernières promotions d'HEC)<sup>2</sup>. A l'Institut d'études politiques de Paris, depuis la rentrée 2000, le cycle du diplôme a été positionné comme un « master » de type anglo-saxon composé d'un premier cycle de trois ans dont la dernière année se déroule obligatoirement à l'étranger. Des doubles diplômes sont délivrés avec des universités partenaires à l'étranger. Ces transformations touchent l'ensemble de l'enseignement supérieur en Europe qui se restructure dans le cadre du « processus de Bologne » avec une harmonisation des cycles d'enseignement et une plus grande mobilité des étudiants. La mobilité reste distinctive : en 2006, moins de 4% des étudiants français sont inscrits à l'étranger ; et il s'agit principalement d'étudiants aisés (les séjours sont financés en grande partie par les ressources des parents) et inscrits dans des filières sélectives<sup>3</sup>. Ces expériences internationales sont ensuite valorisées dans différents secteurs professionnels, ceux des entreprises en premier lieu (les élèves des écoles internationales se dirigent massivement vers des études de gestion ou de commerce), elles autorisent aussi des passages d'un champ professionnel à l'autre : il y a en effet une circulation des héritiers cosmopolites entre l'univers des ONG, celui de multinationales,

---

<sup>1</sup> Lazuech Gilles, *L'exception française. Le modèle des grandes écoles à l'épreuve de la mondialisation*, Rennes, PUR, 1999 et Darchy-Koechlin Brigitte, Van Zanten Agnès, « La formation des élites », *Revue internationale d'éducation-Sèvres*, n°39, sept. 2005, pp. 19-23.

<sup>2</sup> Conférence des grandes écoles, *Résultats de l'enquête 2009 sur l'insertion des jeunes diplômés*, juin 2009.

<sup>3</sup> « La mobilité sortante des étudiants français : éléments de mise en perspective », *Les notes de Campus-France* n°14, juillet 2008.

des cabinets juridiques ou des grands organismes internationaux<sup>1</sup>.

La mobilité est devenue une norme d'excellence, élément central du « nouvel esprit du capitalisme »<sup>2</sup>, au point de générer un nouveau rapport de domination entre « mobiles » et « immobiles ». Dans la presse spécialisée destinée aux cadres, au sein des cercles de réflexion patronaux ou dans l'industrie du conseil en gestion, les « managers internationaux » incarnent un modèle doté d'une indéniable force sociale. L'aisance avec la mobilité est à la source de profits symboliques non négligeables. Celui qui peut mener sa vie à l'échelle internationale revendique la supériorité de son point de vue et de son expérience sur celui qui est cantonné au « local ». Les modes de justification de cette supériorité sociale apparaissent bien dans l'analyse que proposait Robert Merton de « l'influent local » et de « l'influent cosmopolite » à partir de son enquête sur les notables de Rovère, une petite ville de la côte est des Etats-Unis<sup>3</sup>. « Qui est "local" s'intéresse essentiellement à la localité qui constitue son monde. S'intéressant peu à la société globale, il se préoccupe des problèmes locaux. Autrement dit, il a l'esprit de clocher. Au contraire, qui est "cosmopolite" s'intéresse un peu à Rovère et entretient un minimum de relations avec ses concitoyens, puisqu'il a de l'influence sur eux, mais il se préoccupe surtout du monde extérieur dont il se considère membre. Il habite à Rovère, mais vit dans la société globale ». Les cosmopolites se sentent moins enracinés à Rovère, ils ont une expérience plus large ; ils s'intéressent à l'actualité nationale et internationale et lisent peu les journaux locaux. Plus sélectifs dans leurs relations locales, ils recherchent d'abord des gens « instruits et de qualité ». Ils sont considérés comme des arbitres en matière de culture et de goût. Certaines présentations de soi par des expatriés

donnent bien à voir ces logiques de distinction : « I gained a wider angle, I didn't have another film, I didn't have another camera, I had another lens ; I could see wider, deeper, more contrast »<sup>4</sup>. La culture cosmopolite témoigne de l'étendue des références, et de l'importance sociale de l'individu. Connaître ce qui se passe et ce qui se fait à l'étranger, savoir qu'on est attendu, connu et reconnu dans plusieurs pays, contribue indéniablement à l'accroissement du capital symbolique, qu'on peut définir comme l'importance sociale et les raisons de vivre<sup>5</sup>.

La valorisation de la mobilité prend ainsi des accents éthiques, célébrant l'ouverture, le dynamisme ou la tolérance des « mobiles », qualités opposées à l'étroitesse d'esprit, la fermeture et l'égoïsme de ceux qui restent toujours chez eux. Cet argumentaire se construit contre ceux qui se limitent à leurs frontières nationales. Derrière les nombreuses critiques que font les cadres internationaux (étrangers ou français) de la « fermeture » de la société française, on trouve aussi en filigrane, la critique d'une définition purement nationale de l'excellence sociale. Le clivage entre autochtonie et mobilité traverse les classes sociales, et oppose aussi, au sein des classes supérieures, des fractions plus autochtones et des fractions plus mobiles.

### **Les combinaisons de ressources de mobilité et d'autochtonie**

Leur mobilité distingue des fractions des classes supérieures se définissant comme internationales. Néanmoins l'examen plus attentif des stratégies de ces familles conduit à repenser l'opposition entre ressources de mobilité et ressources d'autochtonie.

#### *Des rapports stratégiques à l'autochtonie*

La valorisation sociale de la mobilité n'exclut pas, dans ces milieux internationaux, les discours qui promeuvent les valeurs de l'authenticité ou de la fidélité à ses racines. Cela apparaît bien dans les écoles internationales, accueillant des enfants venant de

<sup>1</sup> Dezalay Yves, « Les courtiers de l'international », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°151-152, mars 2004, pp. 4-35.

<sup>2</sup> Boltanski Luc, Chiapello Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard (coll. NRF essais), 1999, pp. 451 et sq.

<sup>3</sup> Merton Robert K., « Type d'influence : local ou cosmopolite », *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Armand Colin, 1997, pp. 291-317.

<sup>4</sup> Fail Helen, « Belonging, Identity... », *art. cit.*, p. 331.

<sup>5</sup> Bourdieu Pierre, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 284.

différents pays, où une grande attention est toujours portée à la mise en valeur des différentes « cultures » des élèves. Comme le rappellent régulièrement les pédagogues, ce n'est pas la négation des références nationales, mais au contraire l'accumulation de plusieurs compétences linguistiques et culturelles nationales qui fait l'avantage de l'élève international sur ceux qui sont cantonnés au national. Le cosmopolitisme n'est donc pas incompatible avec l'enracinement dans sa propre culture, puisque c'est justement à condition que les élèves et les familles soient attachés à leurs origines, réappropriées sous une forme cultivée, que le brassage des nationalités peut produire un « enrichissement ». Le travail pour produire une identité internationale va ainsi de pair avec la mise en scène systématique de la diversité des origines des élèves. A l'International School de Paris, dès le jardin d'enfants, sont organisées des discussions sur « la diversité des peuples dans le monde » ; les enfants apprennent à lire à partir de textes sur « le folklore et l'histoire des cultures » ; les enseignants « utilisent les cultures des élèves pour étudier la société et la place de l'homme dans celle-ci ». A l'école Marymount de Neuilly sur Seine, les fêtes des dix-sept religions représentées doivent favoriser « la connaissance des différentes civilisations chez les enfants ».

Dans les classes supérieures, le bilinguisme et le biculturalisme sont recherchés, entretenus et valorisés. Les enfants sont régulièrement envoyés en vacances dans leur pays et tout est fait pour maintenir le lien avec le système scolaire national en dépit des séjours à l'étranger. La situation des enfants des classes supérieures s'oppose ainsi à celle des enfants d'immigrés des classes populaires. Alors que les ressortissants des pays riches ont, à l'étranger, les moyens de préserver de manière gratifiante le lien avec leur langue et leur culture nationale (grâce notamment aux écoles bilingues et internationales), les migrants des classes populaires sont enjoint à s'intégrer dans les institutions de la république. Il est ainsi significatif que les quelques dispositifs linguistiques en direction des enfants d'immigrés en France (les ELCO, Enseignements de langues et de cultures

d'origine notamment) ne fassent pas mention de « bilinguisme », mais de « maintien de la langue d'origine », expression qui n'a pas les mêmes connotations sociale ; ce « maintien » pouvant même quelquefois être plus ou moins suspect de faire obstacle à l'« intégration ».

La multiplicité des espaces sociaux de référence est une sorte d'invariant de la condition d'immigré. Mais dans les milieux privilégiés, loin d'être vécue comme une contradiction, cette multiplicité est constituée en ressource : le rapport distancié aux questions d'appartenance nationale va de pair avec la revendication cultivée des attributs nationaux de l'identité.

Ce rapport stratégique aux origines est constitutif de la culture internationale. Les familles les plus « internationales » sont aussi celles qui mobilisent le plus systématiquement leurs ressources nationales, dans les stratégies éducatives, dans la vie professionnelle, et dans l'ensemble des dimensions de la vie sociale. Ainsi, tout en travaillant dans les secteurs internationaux, les managers internationaux sont fréquemment en relation avec leur propre pays. Ils ont une fonction de médiateurs, d'intermédiaires entre les sociétés implantées dans leur pays et, par exemple, des entreprises françaises ou le siège international ou européen. Les carrières internationales les mieux menées sont souvent celles qui permettent d'utiliser non seulement des compétences internationales (au sens de la capacité à bouger, à négocier avec les étrangers) mais aussi des ressources d'autochtonie spécifiques : la connaissance de la langue, des milieux d'affaires, des normes professionnelles et juridiques de son propre pays. Cela conduit à analyser la culture internationale comme la capacité à constituer le national comme une ressource linguistique, scolaire, culturelle, professionnelle ou symbolique plutôt que comme une identité, à placer judicieusement ses attributs nationaux dans des champs internationaux.

### *Ressources d'autochtonie et pouvoir social*

Cette place des ressources d'autochtonie au sein de la culture internationale des classes supérieures doit être reliée à la structure du champ du pouvoir. Les classes dominantes

cultivent volontiers des liens privilégiés avec l'espace local, avec la campagne et ses habitants, comme l'attestent par exemple les dépenses investies dans les châteaux ou dans les vieilles demeures, en ces lieux où la famille a ses habitudes, son enracinement et une partie de sa mémoire<sup>1</sup>. La différence avec le rapport à l'autochtonie des classes populaires tient dans l'ubiquité des classes supérieures, qui alternent les séjours dans la maison de famille et la vie à Paris ou ailleurs. Cette multilocalité permet de cumuler des ressources d'ordre multiple, d'être un notable sur ses terres tout en participant à des réseaux de pouvoirs nationaux et internationaux, sans avoir à choisir entre ces différents registres.

Dans l'espace des élites économiques lui-même, les avantages liés à l'enracinement sont non négligeables. On le vérifie en étudiant les conditions d'accès aux positions dominantes dans les grandes entreprises les plus mondialisées. Les cadres « internationaux », dont la carrière se déroule dans plusieurs pays, ont des positions importantes, mais ce sont rarement les positions de premier rang : ils peuvent être directeurs de filiales, diriger des départements d'import export, coordonner les activités dans une région du monde ; ils sont en revanche peu représentés au sommet. Les enquêtes sur le pouvoir économique montrent en effet la pérennité des élites traditionnelles. Les plus hauts postes dans les plus grandes entreprises sont toujours détenus par des nationaux, formés, sélectionnés et consacrés selon des procédures nationales. Les conseils d'administration des grandes entreprises sont des lieux de cooptation où se retrouvent, par le jeu des participations croisées, un petit nombre de grands patrons, passés par les mêmes filières, en lien étroit avec la haute administration et unis par la même « culture » nationale des affaires. Près de la moitié des 200 plus hauts patrons français est issue de l'Ecole polytechnique ou de l'ENA ; un tiers des grands patrons est passé par cinq grands corps de l'Etat (Mines, Ponts, Inspection des Finances, Cour des Comptes et Conseil d'Etat) ; et le passage par un cabinet ministériel parachève la

voie royale d'accès au grand patronat<sup>2</sup>. Le mouvement de privatisation et le retrait économique de l'Etat se sont même traduits paradoxalement par une hausse substantielle de la part des grands patrons issus de l'Etat (et notamment de ses grands corps) dans les entreprises privées. C'est ce que montre l'étude des patrons des 40 plus grandes capitalisations boursières de la bourse de Paris (le CAC 40) entre 1981 et 2007 : les plus éminents membres de l'ancienne noblesse d'Etat, les anciens inspecteurs des finances, se sont mués en une nouvelle aristocratie des affaires, bien implantée dans les grandes banques privatisées, dans les conseils juridiques ou financiers et dans la gestion de fonds d'investissements<sup>3</sup>.

Les filières d'accès aux plus hautes fonctions sont tout aussi nationales dans d'autres pays : la quasi-totalité des dirigeants des grandes entreprises allemandes sont allemands et ont fait l'essentiel de leur carrière en Allemagne<sup>4</sup>. Michael Hartmann montre que les étrangers sont quasiment absents chez les dirigeants des 100 plus grosses entreprises en Allemagne, en Grande-Bretagne, en France et aux Etats-Unis et que plus des quatre cinquièmes de ces grands dirigeants n'ont jamais vécu dans un pays étranger que ce soit lors de leurs études ou de leur vie professionnelle<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Bauer Michel, Bertin-Mourot Bénédicte, *Radiographie des grands patrons français. Les conditions d'accès au pouvoir, 1985-94*, Paris, l'Harmattan (coll. Dynamiques d'entreprises), 1997.

<sup>3</sup> Dudouet François-Xavier, Grémont Eric, Vion Antoine, « Core Business in the Eurozone. An interlocking directorate study of four stock exchange indices », *The Sixth International Critical Management Studies Conference*, Warwick Business School, July 2009, pp. 13-15 et Dudouet François-Xavier, Grémont Eric, « Les grands patrons et l'Etat en France, 1981-2007 », *Sociétés contemporaines*, n°68, 2007, pp. 105-131.

<sup>4</sup> Joly Hervé, *Formation des élites en France et en Allemagne*, Cergy-Pontoise, CIRAC, 2005.

<sup>5</sup> D'après cette enquête, les patrons les plus nationaux sont les Américains : seuls 2% des PDG des 100 plus grosses entreprises américaines ont fait des études à l'étranger (12% des patrons britanniques, 13% des Français, 15% des Allemands), 7% ont une expérience professionnelle de plus de 6 mois à l'étranger (11% des Français, 16% des Britanniques, 19% des Allemands). Cf. Hartmann Michael, « Auf dem Weg zur transnationalen Bourgeoisie ? Die Internationalisierung der Wirtschaft und die Internationalität der Spitzenmanager

<sup>1</sup> Pinçon Michel, Pinçon-Charlot Monique, *Châteaux et châtelains*, Paris, Anne Carrière, 2005.



La prééminence des filières nationales doit être mise en rapport avec la place centrale de la durée dans l'efficacité de la domination sociale. Les compétences nouvelles des « managers internationaux » ne peuvent rivaliser avec la légitimité que confère l'enracinement sur le territoire. Parmi les ressources sûres procurées par cette inscription territoriale, les liens tissés avec les réseaux politiques nationaux, voire régionaux, sont essentiels. L'interpénétration des familles des affaires et de la haute fonction publique est une caractéristique centrale du monde du pouvoir en France, qui explique sa force de résistance à une simple importation de principes d'excellence étrangers. C'est ce qui pourrait définir une ressource d'autochtonie propre au monde du pouvoir : une inscription de longue date dans des cercles d'interconnaissance et d'interreconnaissance où s'entremêlent d'une manière souvent indissociable alliances d'intérêts et liens de famille.

Ainsi, il y a indéniablement une internationalisation des élites, mais à partir des positions nationales, qui ne sont pas remises en cause, mais plutôt confortées. La rentabilité de la mobilité géographique dépend étroitement du statut au départ. Les investissements les plus efficaces sont ceux qui conduisent à cumuler capitaux internationaux et capitaux nationaux, qui renforcent les positions à la fois dans l'espace international et dans l'espace national. Aux plus hauts niveaux, la légitimité internationale vient s'ajouter à l'excellence nationale. Ainsi, la formation d'un champ international des institutions supérieures ne compromet pas la situation dominante, dans les différents espaces nationaux, des institutions les plus prestigieuses. Ce sont ceux qui possèdent au plus haut niveau la culture dominante de leur pays qui sont les mieux placés pour donner une forme internationale à leurs capitaux. La reconnaissance acquise à l'étranger conforte les positions dans le champ du pouvoir national et, inversement, la mise en avant de la notoriété nationale permet de faire entendre sa voix sur la scène internationale<sup>1</sup>.

C'est finalement un cumul bien pensé de capitaux d'autochtonie (définis, selon les circonstances, à l'échelle locale ou à l'échelle nationale) et de capitaux de mobilité qui pourrait définir la puissance sociale. La trajectoire d'Ernest Antoine Seillière, qui a présidé le Medef français avant d'être élu en 2005 à la tête de l'Unice (devenu BusinessEurop), l'organisation des patrons européens, est exemplaire des mécanismes qui garantissent la pérennité des positions dominantes dans la mondialisation. Héritier de deux dynasties des affaires enracinées dans le territoire national, les maîtres de forges lorrains de Wendel par sa mère, et la maison Seillière qui fonde l'une des premières hautes banques de la place de Paris par son père, le baron a tous les attributs des classes dominantes bien enracinées dans la vieille bourgeoisie française. A ce capital familial, s'ajoutent celui de la noblesse d'Etat : le baron Seillière est énarque, il a été quelques années conseiller diplomatique au quai d'Orsay, puis membre du cabinet de Chaban-Delmas à Matignon. Or l'accumulation de ressources internationales s'intègre harmonieusement dans cette trajectoire d'héritier. Ernest Antoine Seillière a grandi dans le bilinguisme franco-anglais, grâce à une gouvernante irlandaise. A l'adolescence, il passe un an et demi en Angleterre dans un collège du Sussex. En 1974, il passe un an à Harvard, au Center for International Affairs qui accueille des diplomates du monde entier, lieu privilégié d'accumulation de capital social international. Ces expériences internationales, ajoutées aux appuis nationaux, ont été des atouts décisifs pour permettre au baron Seillière d'assurer, en pleine crise de la sidérurgie, la mutation de la maison familiale en fonds d'investissements internationaux<sup>2</sup>.

La mobilité ne procure des profits sociaux qu'en tant qu'elle se combine avec d'autres ressources et dispositions, la familiarité avec d'autres pays, l'habitude des voyages, l'aisance dans les interactions avec

---

Deutschlands, Frankreichs, Großbritanniens und der USA », *Leviathan*, n°27, März 1999, pp. 113-141.

<sup>1</sup> Dezalay Yves, Garth Bryant (dir.), *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir*

---

*d'Etat en Amérique latine : entre notables du droit et « Chicago boys »*, Paris, Seuil, 2002.

<sup>2</sup> Cf. pour les éléments biographiques, Bothorel Jean, Sassier Philippe, *Seillière, le baron de la république*, Paris, Robert Laffont, 2002.

des personnes de nationalités diverses. Dans la vie sociale, la valeur des différentes espèces de capitaux est presque toujours accrue par leur rareté relative. Le rapport spécifique à la mobilité des classes supérieures est ainsi conditionné par des ressources sélectives, qui garantissent l'étroitesse du groupe.

Ces propriétés établissent de nouveaux rapports de domination entre ceux qui peuvent prétendre vivre à l'échelle du monde et ceux qui sont cantonnés à l'échelon local. On peut observer pratiquement les effets de ces rapports inégaux au sein des grandes entreprises multinationales : à l'intégration internationale des équipes de direction font écho la fragilité et les difficultés d'organisation des salariés des différents établissements, séparés par la barrière des langues, les difficultés pratiques à se rencontrer et la diversité des cultures syndicales. Ces inégalités se traduisent dans l'espace politique. A la force de l'internationale du pouvoir, organisée en lobbies, clubs, groupes d'intérêts et autres forums mondiaux, s'opposent des « contre sommets » qui restent bien moins efficaces et attestent des difficultés d'organisation des internationales critiques.

Ce n'est pas tant l'accès à l'étranger en lui-même qui hiérarchise les groupes sociaux que la valeur sociale conférée à ces expériences, la capacité qu'ils ont de les imposer comme légitimes. La valeur sociale accordée à la mobilité dépend ainsi étroitement des classes sociales en présence : alors que tout est fait pour encourager la mobilité internationale des cadres, l'immigration populaire doit être « maîtrisée » ; les élites se distinguent par leur ouverture sur plusieurs cultures, quand c'est au contraire à l'aune de leur « intégration » au pays d'accueil que sont hiérarchisés les immigrés.

L'opposition mertonienne entre le « local » et le « cosmopolite », qui hiérarchise les groupes sociaux en fonction de la taille de leur espace de référence, doit ainsi être déconstruite. La richesse a toujours été un pouvoir sur l'espace. Mais les élites, si elles peuvent vivre à l'échelle du monde, ont aussi le privilège de retrouver partout un espace privé, familial et familier, réservé aux membres du groupe. La puissance sociale se manifeste justement dans la capacité à se retrouver chez soi dans

différents lieux. C'est dans la possibilité de choisir, en fonction de leur rentabilité sociale et symbolique, tantôt la mobilité tantôt la stabilité, à apparaître tantôt comme un héraut de la mondialisation tantôt au contraire comme l'incarnation des traditions et de l'enracinement sur un territoire, que réside le pouvoir social sur l'espace.